

de l'envahissement des capitaux étrangers au Canada. On peut soutenir que la protection tarifaire a créé des industries canadiennes mais non pas des sociétés canadiennes lorsqu'on considère les innombrables efforts déployés par les sociétés américaines vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e pour mettre sur pied des industries mais non des sociétés canadiennes. Au lieu de créer des entreprises canadiennes capables de frayer la voie à la croissance économique de notre pays, les conceptions en matière tarifaire ont fait naître une économie de succursales. L'accroissement de la propriété étrangère au Canada a été phénoménal. Lorsqu'on voit d'après le rapport Watkins, qu'en 1964 la propriété étrangère était évaluée à 27 milliards au Canada et qu'elle atteint probablement maintenant 35 milliards, on discerne la gravité du problème. Lorsqu'on se fait une idée juste de l'infiltration américaine dans notre économie et qu'on sait que 80 p. 100 de la propriété étrangère est entre les mains de compagnies américaines, on comprend qu'il s'agit d'une question capitale. Lorsqu'on se rend compte que les Américains ont une mainmise presque complète sur notre industrie automobile, que dans l'industrie des produits chimiques elle atteint 78 p. 100 et 77 p. 100 dans l'industrie du caoutchouc, l'importance actuelle du problème saute aux yeux.

Quand j'ai lu en fin de semaine la déclaration du premier ministre, où il évaluait les progrès accomplis jusqu'ici par la société juste et consentait presque totalement à traiter notre économie comme partie intégrante de celle des États-Unis, j'ai été très déçu. Quand j'entends les ministres exprimer leurs vœux continentalistes, j'en conclus qu'au lieu d'être des apôtres du nationalisme canadien, ils sont devenus des apostats. Ils ont renié et mis au rancart le plus grand nationaliste canadien, Walter Gordon. Ils n'ont tenu aucun compte jusqu'ici du rapport Watkins. Ils ont fait la sourde oreille aux graves avertissements du *Star* de Toronto. Je pourrais ajouter que ce journal a beaucoup fait pour signaler aux Canadiens le grave problème que pose au Canada la propriété étrangère. En fait, il a préparé une brochure que tous les Canadiens devraient avoir et qui énonce les dangers de la pénétration étrangère dans notre économie. Une fois que le secteur économique sera contrôlé par l'étranger, il y a lieu de craindre que notre indépendance politique soit de courte durée.

[M. Gilbert.]

A l'heure actuelle, il est difficile de trouver un ministre nationaliste. Je n'ai trouvé que deux députés libéraux, celui de Scarborough et celui d'York-Nord, qui se sont déclarés tels. Le ministre de la Production de défense a essayé de participer à ce débat; il se lèvera peut-être pour dire qu'il est nationaliste. Mais je n'ai trouvé aucun ministre qui se soit nettement déclaré nationaliste en ce qui concerne notre économie. N'ayant eu aucun succès auprès des ministres, je vais maintenant demander au secrétaire parlementaire quelle est au juste sa position sur ce très important problème. Les secrétaires parlementaires sont assez nombreux. J'en vois deux autres à la Chambre en ce moment. Ils pourraient peut-être énoncer leur position au sujet du nationalisme économique, étant donné la gravité du problème. Je demanderais aussi au secrétaire parlementaire de traiter plus à fond de l'entreprise multinationale qu'est l'industrie automobile. Je sais qu'il y a des fabricants d'automobiles dans sa circonscription. Il est au courant de la pénétration des sociétés américaines dans ce domaine.

J'ai dit hier soir que je trouvais triste et regrettable qu'au Canada, où la population est en voie de passer de 20 millions à 35 millions d'âmes d'ici la fin du siècle, nous devions, comme le premier ministre l'a déclaré hier soir, céder le marché de l'automobile à nos amis des États-Unis. Quand je songe à la Suède qui a une population de 7 à 8 millions d'habitants et où l'industrie de l'automobile est prospère, je suis dégoûté à la pensée que nous avons échoué dans ce domaine et que nous n'entreprenons pas de travaux de recherche ou de développement en vue d'établir une industrie automobile distincte qui offrirait aux Canadiens une voiture adaptée à leur milieu et à leur climat et qui élargirait notre commerce extérieur. Ce facteur est très important. Je suis heureux de constater que le ministre de la Production de défense pense comme moi. Il convaincra probablement ses collègues du cabinet que nous devons intensifier notre activité dans ce domaine. Quand on songe qu'en l'an 2,000 nous aurons doublé notre population, il semble que nous devrions maintenant nous occuper de ce secteur.

J'aimerais parler des rapports que certains d'entre nous ont eus avec le comité des finances, du commerce et des questions économiques à l'égard de la négociation Kennedy, et de ceux de l'industrie chimique. Ses représentants ont exposé au comité les problèmes propres à cette industrie. Je pourrais peut-être